



HAL
open science

LILLE CAPITALE RELIGIEUSE ? RÉFLEXIONS SUR LES DYNAMIQUES RELIGIEUSES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE

Christian Sorrel

► **To cite this version:**

Christian Sorrel. LILLE CAPITALE RELIGIEUSE ? RÉFLEXIONS SUR LES DYNAMIQUES RELIGIEUSES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE. *Revue du Nord. Histoire & Archéologie*, 2016, 33 (hors série), pp.85-93. halshs-01403721

HAL Id: halshs-01403721

<https://shs.hal.science/halshs-01403721>

Submitted on 14 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HISTOIRE(S) DU DIOCÈSE DE LILLE

sous la direction de
Xavier Boniface et Frédéric Vienne



REVUE DU NORD

Hors série. Collection Histoire N° 33, 2016.
Université de Lille. Sciences humaines et sociales

LILLE CAPITALE RELIGIEUSE ? RÉFLEXIONS SUR LES DYNAMIQUES RELIGIEUSES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE

CHRISTIAN SORREL

Lille capitale religieuse ? Il y a quelque provocation à mettre un point d'interrogation là où les auteurs de la récente et remarquable *Histoire du diocèse de Lille* ont posé une affirmation, et sans doute faut-il être un Savoyard de Lyon pour oser le faire, qui plus est à Lille même¹. Le concept de capitale, introduit récemment dans l'historiographie religieuse contemporaine, mérite cependant d'être questionné. La réponse dépend d'abord de la définition retenue et de l'échelle d'observation. Si l'on suit la proposition d'Étienne Fouilloux inscrite dans une perspective européenne, il n'est de capitales religieuses que les villes qui ont vu naître une des grandes religions ou qui en sont devenues le cœur institutionnel et spirituel : Lille ne peut guère revendiquer ce statut². En revanche, la question apparaît pertinente dans le cadre national si l'on adopte les trois critères élaborés par le géographe Pierre George et repris par Jacques-Olivier Boudon pour guider son travail sur Paris au milieu du XIX^e siècle, une force d'attraction, un rôle de commandement et une capacité de représentation de l'aire de gouvernement³. Elle reste neuve dans la mesure où les historiens du catholicisme français ont longtemps négligé les problématiques urbaines en prolongeant inconsciemment la perception dominante de l'Église du XIX^e siècle, qui préfère la campagne rassurante, conservatoire de la foi et de la tradition, à la ville menaçante, foyer du

1. — F. VIENNE (dir.), *Histoire du diocèse de Lille et de son territoire, du Moyen Âge à nos jours*, Strasbourg, Éditions du Signe, 2012, p. 214-231.

2. — É. FOUILLOUX, « Des capitales religieuses en Europe », dans J.-D. DURAND (dir.), *Cultures religieuses, Églises et Europe*, Paris, Parole et Silence, 2008, p. 359-366.

3. — J.-O. BOUDON, *Paris capitale religieuse sous le Second Empire*, Paris, Éd. du Cerf, 2001.

mal social et politique⁴. C'est oublier que la ville a joué un rôle essentiel dans la diffusion du christianisme dès les origines, qu'elle est en interaction constante avec son environnement rural et qu'elle reste un foyer d'innovation religieuse et un centre d'impulsion au long des siècles, et particulièrement à l'époque contemporaine. Il est donc logique de s'interroger sur la position que Lille, dont le poids économique et démographique est allé croissant à partir de 1800, occupe dans l'espace religieux français et ses dynamiques afin de mieux saisir les éléments susceptibles de faire d'elle une capitale religieuse.

Dans la France des périphéries ferventes

Les historiens connaissent bien la carte religieuse de la France rurale, élaborée par le chanoine Boulard entre 1947 et 1966 avec ses trois déclinaisons – terres de chrétienté, pays indifférents de tradition chrétienne et pays détachés – et sa distribution caractéristique qui oppose globalement les ferveurs périphériques aux tiédeurs centrales. Les départements du Pas-de-Calais et du Nord y constituent des relais entre le bastion pratiquant de l'Ouest et la diagonale catholique qui va de l'Alsace aux Pyrénées en passant par la Franche-Comté, les Alpes et le Massif central. Mais ils constituent en même temps la marge méridionale de l'un des axes européens de la forte pratique religieuse, de la Flandre à la Vénétie. Dans les deux cas toutefois, ils le font en mode mineur, comme en témoignent des statistiques en retrait sensible sur les records français ou européens⁵. Cette situation est la résultante de deux données principales, bien perceptibles dans le département du Nord, une pratique rurale différenciée, qui s'élève régulièrement dans les arrondissements de Lille, Dunkerque et Hazebrouck – soit le territoire du diocèse de Lille – et une pratique urbaine qui fragilise le bilan global, compte tenu du poids des villes, marquées par le détachement, sans être aussi déprimée qu'en d'autres régions⁶. Il est certain que l'un des atouts de la ville et du diocèse de Lille est de pouvoir prendre appui sur les forces vives de la chrétienté rurale flamande,

4. — P. BOUTRY et A. ENCREVÉ (dir.), *La Religion dans la ville*, Bordeaux, Éditions Bière, 2003 ; J.-O. BOUDON et F. THELAMON (dir.), *Les Chrétiens dans la ville*, Mont-Saint-Aignan, Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2006.

5. — F. BOULARD, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, Paris, Éditions ouvrières/Économie et humanisme, 2^e éd., 1966 ; F. BOULARD et J. RÉMY, *Pratique religieuse urbaine et régions culturelles*, Paris, Éditions ouvrières/Économie et humanisme, 1968.

6. — En 1931-1935, le taux de pascalisants est de 44,6 % dans le diocèse de Lille (39 % dans l'arrondissement de Lille, dont 17,4 % en centre-ville de Lille, 49 % dans celui de Dunkerque et 75,3 % dans celui d'Hazebrouck). En 1949, le taux de messalisants est de 34,2 % sans les villes (29,7 %, 35,8 % et 64,9 %) et 29,2 % avec elles (24,4 %, 34,2 % et 62,4 %, dont 16,6 %, 22,1 % et 57,7 % pour les chefs-lieux). En 1957, le taux de messés est de 24,5 % (22,4 %, 20,2 % et 20 %, dont 19 %, 16,5 % et 34,9 % pour les chefs-lieux). Voir F. BOULARD et Y.-M. HILAIRE (dir.), *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français XIX^e-XX^e siècles*, t. 2, Paris, Presses de la FNSP/Éditions de l'EHESS/Éditions du CNRS, 1987, p. 92-94, 335-342 et 618-619.

consolidée dans la seconde moitié du XIX^e siècle sur les piliers complémentaires de la langue et de la dévotion⁷.

Ce tableau, toujours pertinent au milieu du XX^e siècle, s'inscrit dans un héritage dont Claude Langlois a suggéré naguère les composantes dans une réflexion portant sur l'espace religieux depuis la Révolution, qui a révélé peut-être autant qu'elle a structuré⁸. La similitude est frappante, on le sait, entre la carte de la pratique au milieu du XX^e siècle et celle du serment civique du clergé en 1791, en dépit de la diversité des objets : le consentement se place au centre du pays, le refus à ses extrémités, et le Nord, terre réfractaire, confirme la règle. Soutenue par nombre de fidèles, moins ébranlée dans son personnel que sur les terres constitutionnelles, l'Église y retrouve vite sa capacité d'encadrement comme la carte des paroisses vacantes, proche parente elle aussi de la carte Boulard, l'atteste en 1885, après une faiblesse relative en 1828. Mais la région ne constitue pas, au sortir de la Révolution, le pôle majeur de la restauration catholique qui s'identifie à Lyon, ville martyre fécondée par le traumatisme de 1793 et la dynamique sacrificielle qu'il engendre : la reconstruction y est précoce, les initiatives s'y multiplient sous l'impulsion des notables, malgré la crise du pouvoir épiscopal liée à l'exil du cardinal Fesch. Le mouvement, à son apogée dans le second quart du XIX^e siècle, tend cependant à s'essouffler à partir du milieu du siècle, sans jamais s'épuiser totalement⁹. Dans le même temps, Paris s'affirme par la volonté de ses archevêques, soutenus par le pouvoir impérial, intéressé à faire coïncider la capitale religieuse et la capitale politique, et par l'effet de la centralisation qui attire les clercs, séculiers ou réguliers, et les notables. Mais si Paris, avec ses noyaux de ferveur indéniables, acquiert un pouvoir de commandement sur l'Église de France, celui-ci reste déconnecté des bastions catholiques qui se déplacent, durant le troisième quart du siècle, du Sud-Est vers l'Ouest rural, terre d'élection de l'enseignement confessionnel et château d'eau des vocations¹⁰.

Le grand Ouest n'absorbe pourtant pas toutes les forces de la France périphérique et c'est dans ce contexte qu'il faut situer les terres septentrionales dont le rôle s'accroît au XX^e siècle autour du pôle lillois, comme les indicateurs statistiques le suggèrent. En 1900-1904, avec un taux d'ordinations de

7. — M. LAGRÉE (dir.), *Les Parlers de la foi. Religion et langues régionales*, Rennes, PUR, 1995.

8. — C. LANGLOIS, « Une France duelle ? L'espace religieux contemporain », dans *Histoire de la France religieuse*, J. Le Goff et R. Rémond dir., t. 3, Paris, Seuil, 1991, p. 308-329.

9. — P. BOUTRY, « Une dynamique sacrificielle. Le catholicisme lyonnais du premier XIX^e siècle », dans *Chocs et ruptures en histoire religieuse fin XVIII^e-XIX^e siècles*, M. Lagrée dir., Rennes, PUR, 1998, p. 151-166.

10. — *Christianisme et Vendée. La Création au XIX^e siècle d'un foyer du catholicisme*, La Rochesur-Yon, Centre vendéen de recherches historiques, 2000.

33,9 pour 10 000 jeunes hommes de vingt-cinq à vingt-neuf ans, l'un des plus faibles du pays, le diocèse de Cambrai est bien en deçà de la moyenne nationale, qui s'établit à 52,1 d'après les travaux du chanoine Boulard¹¹. Mais il résiste mieux que d'autres diocèses à la crise de la séparation des Églises et de l'État et dépasse légèrement cette moyenne dès 1909-1913 (32,6 contre 30,6). Il doit ce résultat pour une large part au territoire du futur diocèse de Lille dont les taux d'ordinations s'élèvent ensuite régulièrement des années 1920 aux années 1940 (46,9 en 1925-1929; 53,2 en 1934-1938 ; 67,7 en 1940-1947), sans concurrencer les records des bastions ruraux bretons, franco-comtois, savoyards, ardéchois ou lozériens, mais en dépassant toujours la moyenne nationale (29,7; 38,1; 49,5) dont le diocèse de Cambrai démembré s'éloigne à l'inverse (19,7; 28,8; 34,7). Le dynamisme des vocations diocésaines se prolonge outre-mer et, pour ne retenir qu'un seul exemple, le diocèse de Lille assure à lui seul, de 1900 à 1939, près de la moitié des départs de la Société des Missions étrangères de Paris dans le cadre de la province ecclésiastique de Cambrai (36 sur 75) dont le poids national s'accroît globalement (3 % des départs de 1860 à 1899; 6,9 % de 1900 à 1939¹²). Dans le même temps en revanche, la contribution financière des habitants du Nord à l'Œuvre de la Propagation de la foi, qui avait progressé à la fin du XIX^e siècle, recule comme dans beaucoup de diocèses incités par la crise consécutive à la Séparation à privilégier les dons aux œuvres locales, en premier lieu le Denier du clergé¹³.

Le succès des mobilisations missionnaires n'en est pas moins révélateur de l'ouverture de la région à l'innovation religieuse qui tend à uniformiser l'espace catholique, mais qui est également facteur de dynamisme au long du XIX^e siècle. L'accueil de nouveaux modèles associatifs, élaborés souvent dans le cadre parisien et diffusés en priorité dans la France urbaine, y est rapide, que l'objet en soit dévotionnel ou caritatif, comme le montrent le rayonnement précoce de l'archiconfrérie Notre-Dame des Victoires, l'implantation réussie de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, l'organisation de convois ferroviaires vers le sanctuaire marial de Lourdes dès 1873 ou l'adhésion aux confréries du Purgatoire, dont le culte est relancé à partir des années 1860¹⁴.

11. — F. BOULARD, *Essor ou déclin du clergé français ?*, Paris, Éd. du Cerf, 1950.

12. — C. SORREL, « Le poids de l'Ouest: remarques sur le mouvement des départs dans la Société des Missions étrangères de Paris », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 112, 2005, p. 101-114.

13. — M. LAGRÉE, « Les versements des diocèses français à l'Œuvre de la Propagation de la foi », dans *L'Hostie et le denier. Les finances ecclésiastiques du haut Moyen Âge à l'époque moderne*, M. Pacaut et O. Fatio éd., Genève, Labor et fides, 1991, p. 279-288.

14. — C. SAVART, « Pour une sociologie de la ferveur religieuse: l'archiconfrérie de N.-D. des Victoires », *Revue d'Histoire ecclésiastique*, 3-4, 1964, p. 823-844; M. BREJON DE LAVERGNÉE, *La Société de Saint-Vincent-de-Paul au XIX^e siècle. Un fleuron du catholicisme social*, Paris, Éd. du Cerf, 2008, p. 147-148; G. CUCHET, *Le Crépuscule du Purgatoire*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 186.

Ces démarches accompagnent une orientation croissante vers Rome, source de sacralité et de légitimité, soutenue ou promue par l'archevêque de Cambrai Régnier aux heures décisives du milieu du siècle et illustrée par l'engagement de zouaves nordistes dans la défense de l'État pontifical menacé par le processus d'unification politique de l'Italie¹⁵. Elles fécondent la chrétienté rurale flamande, foyer de piété et de vocations, pôle de résistance aussi face à l'offensive politique et religieuse du début du xx^e siècle comme le montre l'épisode de l'inventaire des biens de l'Église, marqué par le drame de Boeschèpe dont le retentissement est national¹⁶. Elles nourrissent dans le même temps l'engagement des élites urbaines qui tentent de répondre aux défis de la société moderne en multipliant les initiatives dans une région transformée par le processus d'industrialisation. La bourgeoisie catholique lilloise, forte d'un dynamisme dont les premières manifestations sont visibles sous la monarchie de Juillet, prend ainsi la tête d'un mouvement qui impose sa ville à l'attention de la France catholique à la fin du xix^e siècle et lui confère certains traits d'une capitale¹⁷.

Affirmations et recompositions

Depuis les travaux des années 1970-1980, en premier lieu ceux de Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, les historiens du catholicisme ont réévalué la figure de l'homme (ou de la dame) d'œuvres, longtemps disqualifiée au nom de la condamnation du paternalisme, et l'ont située par rapport à celle du militant (ou de la militante) qui a pris le relais à partir de la fin du xix^e siècle, non sans cohabitations ou tensions¹⁸. Apparue très tôt à Lyon (Congrégation des Messieurs) et Paris, elle émerge à Lille entre la monarchie de Juillet et le Second Empire autour de personnalités comme Charles Kolb-Bernard ou Anatole de Caulaincourt, bientôt aidés ou relayés par Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau, représentants d'une élite sociale dévouée à l'Église, mais peu disposée à accepter la tutelle immédiate du clergé, soumis à la contrainte concordataire¹⁹. Il ne saurait être question de décrire ici en détail le maillage des œuvres réalisé à partir de l'introduction à Lille, en 1838, de la

15. — L. FICHAUX, *Dom Sébastien Wyart, abbé général de l'Ordre cistercien réformé, auparavant capitaine adjudant-major aux zouaves pontificaux*, Lille, Giard, 1910.

16. — *C'était hier, le département du Nord... Les Églises et l'État d'une séparation à l'autre 1789-1905*, catalogue d'exposition, Archives départementales du Nord/Éditions Snoeck, 2005.

17. — G. CHOLVY et Y.-M. HILAIRE (dir.), *Histoire religieuse de la France. Géographie XIX^e-XX^e siècle*, Toulouse, Privat, 2000.

18. — G. CHOLVY, « De l'homme d'œuvres au militant : une évolution dans la conception du laïc catholique en France depuis le XIX^e siècle », *Miscellanea Historiae ecclesasticae*, t. 7, 1985, p. 215-242.

19. — A. CAUDRON, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, 4. Lille - Flandres, Paris, Beauchesne/Lille III, CHRN, 1990; X. THÉRY, *Le Commis-Voyageur de Dieu. Philibert Vrau 1829-1905*, Tournai, Imp. Campin, 2000.

Société de Saint-Vincent-de-Paul (assistance, piété, enseignement, presse, cercles ouvriers, corporations, patronages). Mais il faut rappeler que sa densification légitime l'ambition de l'élite catholique, appuyée sur le dynamisme de la cité, de coordonner les initiatives à l'échelle des départements du Nord et du Pas-de-Calais en recourant à la formule du congrès – vecteur de réflexion, instrument de mobilisation et lieu de sociabilité – adoptée par les catholiques français dans les années 1870 pour donner corps aux comités catholiques nés après la prise de Rome par les troupes italiennes, la défaite française face à la Prusse et la proclamation de la République²⁰.

En octobre 1873, un an et demi après Paris, Philibert Vrau, qui avait fondé un Cercle catholique à Lille dès 1866, convoque la première « assemblée générale des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais » qui devient simplement en 1877, compte tenu du repli des comités, l'« assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais ». Alors que la mobilisation s'épuise rapidement dans la plupart des régions, elle se poursuit annuellement autour de Lille, avec le soutien des facultés catholiques, dont la naissance en 1877 et la croissance sont favorisées par le même milieu²¹. Les laïcs lillois confortent ainsi l'audience de leur cité, mais son affirmation régionale, évaluée à l'aune de la participation aux assemblées, est inégale. En 1876, les diocésains de Cambrai sont 81 %, dont 51 % habitent Lille même, et ceux d'Arras ne sont que 7 %, soit guère plus que les Belges (3 %), les Parisiens (3 %) et les représentants des autres diocèses français (6 %). Vingt et un ans plus tard, le diocèse de Cambrai garde la prééminence avec un rééquilibrage interne significatif de l'attraction de la ville en son sein (21 % de Lillois et 42 % de non-Lillois). La place du Pas-de-Calais reste modeste, tout en progressant (13 %), alors que les congressistes venus de l'extérieur atteignent le quart des effectifs (Belges 7 %, Parisiens 4 %, autres diocésains français 13 %).

Cette évolution suggère le rayonnement acquis par le foyer lillois qui multiplie les initiatives sur le terrain social et politique à l'heure où le pape Léon XIII cherche à infléchir les options des catholiques français (encycliques *Rerum novarum* et *Au milieu des sollicitudes*), avec à la clé une aggravation des tensions internes, notamment autour de la Démocratie chrétienne dont le Nord est l'un des premiers foyers²². Le nombre de congres-

20. — C. LANGLOIS et C. SORREL (dir.), *Le Temps des congrès catholiques. Bibliographie raisonnée des actes des congrès tenus en France de 1870 à nos jours*, Paris, Turnhout, Brepols, 2010.

21. — D. MOULINET, *Laïcité catholique et société française. Les Comités catholiques (1870-1905)*, Paris, Éd. du Cerf, 2008 ; B. BÉTHOUART, « Les congrès catholiques du Nord – Pas-de-Calais », dans C. LANGLOIS et C. SORREL (dir.), *Le Catholicisme en congrès (XIX^e-XX^e siècles)*, Lyon, LARHRA – RESEA, 2009, p. 65-82 ; C. MASSON, *La Catho. Un siècle d'histoire de l'Université catholique de Lille 1877-1977*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010.

22. — J.-M. MAYEUR, *Un prêtre démocrate, l'abbé Lemire (1853-1928)*, Tournai, Casterman, 1968 ; *Cent ans de catholicisme social dans la région du Nord*, *Revue du Nord*, t. 73, 1991, p. 229-554.

sistes augmente, avec une présence accrue des clercs (289, dont 88 clercs, en 1876 ; 604, dont 356 clercs et, parmi eux, 21 évêques, en 1897), et les meetings de clôture attirent de 5 000 à 7 000 personnes à l'Hippodrome. Mais ce succès relève pour une part d'une fonction de suppléance dans la mesure où le refus du ralliement à la République a conduit le monarchiste Charles Chesnelong à interrompre en 1893 les assemblées générales annuelles parisiennes des comités catholiques de France, qui accueillaient des délégués venus de tout le pays. Les congrès nationaux catholiques qui prennent le relais à Reims et Paris en 1896, 1897 et 1898 dans une optique plus conforme à la stratégie romaine ne survivent guère à l'échec des forces catholiques aux élections législatives de 1898²³. Les assemblées lilloises, orientées par Charles Thellier de Poncheville vers le Ralliement et ouvertes aux courants novateurs, apparaissent dès lors comme l'un des rares lieux nationaux de rencontre. Elles ne parviennent cependant pas à s'imposer totalement, compte tenu des affrontements idéologiques dans un catholicisme de plus en plus divisé, de l'éloignement géographique relatif de la ville, mais aussi de la conjoncture ecclésiale favorable à l'affirmation de l'autorité épiscopale dans le cadre diocésain, alors que Philibert Vrau défendait l'autonomie de l'action des laïcs dans une démarche élargie, comme le montre la dimension internationale qu'il avait donnée d'emblée au congrès des œuvres eucharistiques, réuni pour la première fois à Lille en 1881²⁴.

Il n'est donc pas étonnant que les assemblées lilloises perdent une part de leur audience au lendemain de la Séparation et qu'elles s'interrompent définitivement en 1913 dans le contexte de la création du diocèse de Lille, malgré la convocation symbolique, en 1924, d'une quarantième et dernière session. En fait, dès 1909, le diocèse d'Arras avait réuni une « assemblée générale des catholiques du Pas-de-Calais » conforme au modèle du congrès diocésain, placé sous la direction immédiate de l'évêque, qui s'impose alors avec l'approbation de Rome, hostile à la coordination nationale de l'épiscopat comme à la prééminence des laïcs, et se développe dans le Nord de la France durant l'entre-deux-guerres, surtout dans le diocèse de Lille²⁵.

La disparition des assemblées générales interdiocésaines ne met pas fin pour autant au rôle de la cité, mais elle en transforme les modalités à l'heure où les trois diocèses ont pour priorité de se construire ou reconstruire, par-delà l'épreuve de la guerre et de l'occupation allemande. Deux facteurs

23. — M. DUMONT, *Le Saint-Siège et l'organisation politique des catholiques français aux lendemains du Ralliement 1890-1902*, Paris, Honoré Champion, 2012.

24. — « L'œuvre sera laïque et l'organisation laïque », écrit-il dans une lettre d'avril 1902 sur les comités catholiques projetés dans chaque paroisse (document communiqué par Bruno Béthouart).

25. — C. SORREL, « Les congrès diocésains et la mobilisation des catholiques après la Séparation », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n° 87, 2005, p. 85-100.

convergent pour établir une influence, plus qu'un rôle de commandement, à l'échelon régional. Le premier, institutionnel et inscrit dans la durée, est lié au développement des facultés catholiques et au rayonnement de nombre de leurs professeurs, à l'exemple d'Eugène Duthoit, président de 1919 à 1944 des Semaines sociales, nées à Lyon en 1904 avec l'appui d'Adéodat Boissard, juriste lui aussi, alors en poste à Lille avant de rejoindre l'Institut catholique de Paris²⁶. Le second, plus conjoncturel, tient à la personnalité et à l'action du troisième évêque de Lille, Mgr Liénart, dont l'épiscopat s'étend sur quarante années, des lendemains de la condamnation de l'Action française, tournant majeur de l'histoire du catholicisme national, aux prémices de la crise postconciliaire²⁷. Revêtu de la pourpre dès 1930 dans le contexte du conflit entre les patrons et les syndicats chrétiens, ce qui lui permet de prendre part à l'Assemblée des cardinaux et archevêques, créée en 1919, il acquiert une dimension nationale puis internationale qui s'appuie sur le dynamisme de son diocèse, le troisième du pays par la population, et le conforte en retour. Dans cette convergence, qui n'exclut pas les tensions à l'heure du triomphe de la figure du militant engagé, le foyer lillois est confirmé comme un pôle essentiel du catholicisme français, et c'est lui qui accueille les principaux congrès nationaux organisés dans le nord de la France, comme les Semaines sociales (1932, 1949, 1969) ou le congrès du recrutement sacerdotal (1934), exception faite du congrès marial convoqué à Boulogne-sur-Mer en 1938. Mais en nombre de manifestations, la ville fait jeu égal avec Rennes et reste en retrait par rapport à Lyon, qui s'impose par sa situation de carrefour géographique, le prestige de son siège primatial et le dynamisme de ses initiatives pastorales²⁸.

Lille capitale religieuse ? La réponse peut sembler désormais évidente en termes juridiques ou administratifs si l'on se réfère à la décision romaine prise en mars 2008, après la restructuration globale de la carte des provinces ecclésiastiques, d'accorder le titre métropolitain à son siège épiscopal, et cela d'autant plus facilement que le nouveau titulaire, Mgr Ulrich, et son prédécesseur, Mgr Defois, étaient déjà archevêques à titre personnel du fait de leurs nominations antérieures. Elle confirme la prééminence des hiérarchies civiles dans l'ordre ecclésiastique, posée par la révolution institutionnelle de

26. — J.-D. DURAND (dir.), *Les Semaines sociales de France 1904-2004*, Paris, Parole et Silence, 2006.

27. — C. MASSON, *Le Cardinal Liénart, évêque de Lille 1928-1968*, Paris, Éd. du Cerf, 2001.

28. — C. SORREL, « Les congrès catholiques et la ville dans la France contemporaine », dans B. DUMONS et B. HOURS (dir.), *Ville et religion en Europe du XVI^e au XX^e siècle. La cité réenchantée*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2010, p. 147-164.

1790 et maintenue par la réorganisation concordataire de 1801²⁹. Elle consacre définitivement le poids acquis par Lille depuis le milieu du XIX^e siècle, un poids qui fut le moteur de la revendication de la création d'un diocèse porté par la double fidélité des ruraux et des élites urbaines engagées sur le terrain des œuvres. Le processus historique n'a sans doute pas été linéaire et la partition du diocèse de Cambrai, dans le contexte difficile de la Séparation et de la Grande Guerre, l'a plutôt freiné dans un premier temps, après les initiatives laïques novatrices de la fin du siècle précédent. Le long et fécond épiscopat du cardinal Liénart a permis néanmoins une relance du rôle régional de Lille que les restructurations postérieures à la crise des années 1970 ont ensuite amplifié. À l'échelle du pays, en revanche, la capacité d'attraction et d'influence de la cité est restée partielle. Mais les débats des assemblées générales des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, l'enseignement des facultés catholiques et les réalisations du catholicisme social ont contribué à façonner le visage contemporain du catholicisme français, caractérisé par un processus d'uniformisation croissante, mais également attaché à ses particularités héritées de l'histoire.

Mots-clés: géographie ecclésiastique, chrétientés, militantisme, œuvres sociales, vocations, congrès.

Christian SORREL, professeur d'histoire contemporaine, Institut des sciences de l'homme, LARHRA, 16 avenue Berthelot, 69363 Lyon Cedex 07.

29. — C. LANGLOIS, « Choix imposé, choix accepté : le département comme diocèse », dans G. CHAIX (dir.), *Le Diocèse. Espaces, représentations, pouvoirs (France, XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, Éd. du Cerf, 2002, p. 67-86.

Table des matières

Histoire(s) du diocèse de Lille

Ouverture.	<i>Monseigneur Laurent Ulrich</i>	7
Introduction. Aperçus historiographiques sur le diocèse de Lille.	<i>Xavier Boniface</i>	11
<i>Une terre de tradition catholique</i>		
Progrès, affirmation et éradication de la « Nouvelle religion » dans la châtellenie de Lille au XVI ^e siècle.	<i>Alain Lottin</i>	23
Pouvoir municipal et vie paroissiale en Flandre maritime au XVIII ^e siècle.	<i>Agathe Leyssens</i>	39
La bibliothèque de la collégiale Saint-Pierre de Lille au XVIII ^e siècle. Portée, sens et limites de l'ouverture de la première bibliothèque publique de la France du Nord.	<i>Philippe Guignet</i>	51
<i>Lille à la fin du XIX^e siècle : naissance d'une capitale religieuse ?</i>		
Le laïcat catholique du Nord sous la III ^e République.	<i>Bruno Béthouart</i>	71
Lille capitale religieuse ? Réflexions sur les dynamiques religieuses de la France contemporaine.	<i>Christian Sorrel</i>	85
L'Université catholique et le diocèse de Lille.	<i>Catherine Masson</i>	95
<i>Évêques et relations interdiocésaines</i>		
L'encadrement religieux destiné aux migrants belgo-flamands dans l'agglomération lilloise.	<i>Henk Byls</i>	113
Lille, diocèse « héroïque » (1914-1971).	<i>Frédéric Le Moigne</i>	125
Le diocèse de Lille et l'« ex-futur » diocèse de Saint-Omer.	<i>Frédéric Vienne</i>	137
Coopération et mutualisation entre les trois diocèses de la province de Cambrai : le LAC.	<i>Loïc Figoureux</i>	151
<i>Singularités diocésaines du XX^e siècle</i>		
Entre le Diocèse et l'Académie. Dynamiques et caractéristiques de l'enseignement secondaire privé dans le département du Nord (1919-1939).	<i>Jean-François Condette</i>	165
L'Amitié judéo-chrétienne à Lille et le cardinal Liénart.	<i>Danielle Delmaire</i>	193
Sociologie et pastorale : des relations ambiguës. Les trente années du Centre régional d'études socio-religieuses de Lille.	<i>Bruno Duriez</i>	207
Conclusion. Histoire(s) du diocèse de Lille.	<i>Xavier Boniface</i>	223
Résumés français, anglais.		227

ISSN : 0983-2327
 ISBN : 979-10-93095-07-3

Prix : 28 €